

Sud
INDUSTRIE 57&54 NORD



Union
syndicale
Solidaires

Le 10 Octobre

Ne concerne pas

Que les fonctionnaires

Le service public et la fonction Publique sont, avec la protection sociale, le seul patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas !

C'est bien pour cette raison que le Président des Riches a décidé de le détruire.

C'est la mission confiée au « Comité d'Action Publique 2022 (CAP 22) » mis en place par le Premier ministre.

« A cette fin, ce Comité s'interrogera sur l'opportunité du maintien et le niveau de partage le plus pertinent de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions ».

Qu'est-ce que cela veut dire pour les administrés et les usagers ?

De moins en moins de gratuité, de plus en plus de services payants quand ils ne seront tout simplement pas privatisés ! Cantines scolaire, piscine ou médiathèque municipale, crèche, services municipaux, hôpital, accueil des personnes âgées... la liste est longue de ce qui sera demain concerné par ces mesures, jusqu'au recouvrement privée des prestations assurées ou le recouvrement de l'impôt sur le revenu par l'employeur !

Nous savons déjà ce que tels choix signifient pour les postes et télécommunications, l'Hôpital public, ou le Rail. Ne doutons pas que pour le MEDEF inspirateur d'E. Macron, la liste est longue de tout ce qui peut gaver les bénéfices des actionnaires sur le dos du plus grand nombre !

CAP 22, C'est Cap Entreprise !

Plus questions d'importuner l'Entreprise et ses actionnaires avec des services publics de l'emploi, de l'inspection du travail, de protection des consommateurs, de l'environnement ou de contrôle des risques d'accidents industriels, de chasse à la fraude fiscale...

L'OXFAM, réseau de 17 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités, dénonce : « les réformes fiscales annoncées par le gouvernement [...] privilégient le revenu des plus riches et des entreprises en multipliant les cadeaux fiscaux à leur égard. Le risque est alors double : creuser d'avantage le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres en France et se priver de ressources fiscales essentielles pour investir dans des services publics de qualité ».

Et, s'il n'y a plus de services publics, il n'y a plus de raison qu'il y ait des fonctionnaires et de statut de la Fonction Publique que de Code du Travail ! Diminution du pouvoir d'achat, réduction de salaire et de promotions, augmentation de la CSG, jour de carence non compensé... public/privé, c'est la potion Macron ! Tout bénéfique et mains libres pour le MEDEF !

Pour SUD, une seule réponse :

Convergence des luttes et des revendications PUBLIC-PRIVE !

NON à la précarisation générale ! Non aux politiques d'austérité ! Non à la privatisation des services publics !

OUI au statut de la Fonction Publique garantie de l'intérêt général ! OUI à la reconnaissance des fonctionnaires et au développement des services publics pour toutes et tous !

METZ Rassemblement SUD Solidaires Place THIEBAULT 9 HEURES

Départ place de la gare à METZ 10 Heures.

Retrouvons la force et la dignité de l'action collective !